



Ce rapport s'inscrit dans la continuité des rapports sur la situation internationale présentés à la réunion du Bureau exécutif élargi de la IV<sup>e</sup> Internationale du 15 novembre 2008 : « Prendre la mesure de la crise (I) » , et au Comité international réuni du 21 au 24 février 2009 : « Prendre la mesure de la crise (II) » et s'inscrit lui aussi dans le cadre préparatoire au XVI<sup>e</sup> congrès mondial de février 2010.

## 1. Le moment actuel de la crise

La situation internationale reste marquée par la crise globale, multidimensionnelle —économique, sociale, alimentaire, écologique — qui secoue le monde capitaliste. A la différence des discours sur la « fin de récession » ou la « sortie de crise », la réalité de l'économie mondiale reste déterminée par des contradictions majeures qui débouchent sur « l'enfoncement » dans la crise, un chômage massif, une augmentation considérable de la pauvreté (plus d'un milliard d'êtres humains vivent sous le seuil de pauvreté) et des risques de catastrophes écologiques toujours plus grands.

### 1.1. Une «sortie de crise»?

Du point de vue analytique, les développements conjoncturels immédiats de la crise durable que connaît le capitalisme globalisé comportent nombre d'incertitudes. Certes, la vitesse de la crise économique mondiale a ralenti. Après avoir connu une récession généralisée (des taux de croissance négatifs de -3 % à -4 % aux États-Unis et en Europe et de -1 % à -1,5 % à

l'échelle mondiale) les prévisions du FMI pour 2010 indiquent une « légère reprise » avec un taux de croissance annoncé de 3 %. Ces indications traduisent surtout une remontée de l'Asie en développement (+7 %, même si c'est avec une série de contradictions), remontée qui contraste avec la croissance « molle » des États-Unis autour de 1,5 % et celle, très faible, de la zone euro, à 0,3 %.

En Amérique du Nord comme en Europe, ces « petites reprises » sont plutôt un ralentissement de la crise. C'est avant tout le résultat d'une intervention massive des États qui ont renfloué le système bancaire international (et ainsi permis de reprendre le gonflement de la bulle spéculative) et des effets de ce qu'on nomme « stabilisateurs sociaux », c'est-à-dire tous les dispositifs publics, d'aide et de sécurité sociale, surtout en Europe de l'Ouest. Il relève aussi d'expédients fournissant des aides à l'achat de tel ou tel produit comme l'automobile.

Cette intervention massive et partiellement coordonnée des États explique pourquoi et comment la crise a été, jusqu'à ce jour, contenue. C'est la grande différence de la crise actuelle avec celle des années 1930.

## **1.2. La crise continue**

Mais une fois dissipés les effets de ces dispositifs de soutien financier public mondial des derniers douze mois, l'économie sera de nouveau confrontée à une série de problèmes conjoncturels et structurels.

□ Sur un plan conjoncturel, les États et les gouvernements sont confrontés à l'explosion de la dette publique, les banques ne connaissent toujours pas l'étendue des « produits toxiques » dans leurs comptes et ont des problèmes de fonds propres. Ainsi, il reste plus d'actifs toxiques que ceux qui ont été dépréciés. La conjonction d'une nouvelle spirale spéculative et la découverte de nouveaux actifs toxiques peut entraîner un nouveau choc boursier, qui à son tour se répercutera dans l'ensemble de la sphère économique. Enfin, le chômage et la précarité, avec toutes leurs conséquences sociales destructrices, vont augmenter et peser sur les rapports de forces sociaux.

□ Sur le plan structurel, la situation reste paradoxale : elle se caractérise par une crise idéologique du système néolibéral et par la continuation des grandes lignes des politiques capitalistes et la reproduction des mêmes contradictions. La profondeur de la crise conduit les classes dominantes à déployer une nouvelle offensive contre les conditions de vie et de travail de millions de travailleurs.

## **1.3 Les contradictions du mode d'accumulation néolibéral s'approfondissent**

A la fin des années 1970 un nouveau mode d'accumulation capitaliste se met en place pour rétablir un taux de profit qui avait baissé dans les années 1960-970. Sur la base d'une série de défaites ouvrières, la part des salaires dans la valeur ajoutée est comprimée, les conditions et le taux d'exploitation accrus, les privatisations des services publics généralisées, les déréglementations des relations sociales imposées, les budgets publics réduits et les plans d'ajustement structurel appliqués dans les pays en voie de développement. Tout cela s'inscrit dans la mondialisation du marché, dans la constitution d'un marché international de la force de travail tendancielle unifié où les travailleurs sont mis en concurrence les uns avec les autres.

Les profits vont remonter mais, comme le montrent toutes les statistiques, pas l'investissement productif. Du coup ces profits s'orientent vers des produits plus rentables, à savoir les produits financiers. C'est ce mouvement qui va aussi provoquer la désindustrialisation de secteurs et de régions entières en Amérique du Nord et en Europe et/ou leur délocalisation, en particulier en Asie, surtout en Chine, devenue « l'atelier du monde ». Se constitue alors un processus généralisé de « financiarisation » de l'économie mondiale, qui vient gonfler le « capital fictif » déjà existant. Ces mécanismes vont permettre, en

même temps, de mettre en place, au cœur de l'économie mondiale, aux États-Unis et en Europe, toute une série de dispositifs d'endettement public et privé.

En effet, la politique de la dette publique et privée va, pendant tout un temps, compenser ces distorsions, jusqu'à l'explosion de la crise. L'endettement des ménages va permettre de maintenir le niveau de consommation... malgré la baisse des salaires. La dette des pays capitalistes avancés, et en premier lieu celle des États-Unis, va permettre à ces derniers de vivre à crédit... malgré la contraction de leur base industrielle. La dette aura différé la crise généralisée... jusqu'en 2007-2008.

Ce sont ces dispositifs qui se sont effondrés, avec une dévalorisation massive d'actifs ou de segments productifs — faillite et restructuration des banques, licenciements, fermetures d'entreprises.

Tout le développement de la crise et ses mécanismes confirment une fois de plus que ce n'est pas seulement une crise financière ou bancaire. C'est une crise globale du système capitaliste qui résulte de la crise de tous les dispositifs qui ont été mis en place pour restaurer le taux de profit à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

## **1.4. Une nouvelle offensive du capital : « Tout comme avant, ou presque et peut-être en pire »**

En période de crise, le conflit capital-travail s'exacerbe. Il faut, pour les classes dominantes, contenir la crise tout en sauvegardant les positions du capital et particulièrement du capital financier. Le système ne peut plus fonctionner comme avant mais la défense des intérêts capitalistes pousse les gouvernements à poursuivre et à approfondir les mêmes politiques.

Certes, des initiatives ont été prises au travers de déclarations du G20 pour « contrôler » les paradis fiscaux, « encadrer » le fonctionnement du système bancaire, pour « accroître » les fonds du FMI visant à renflouer les faillites économiques de certains pays.

La crise a même provoqué une crise de légitimité du système qui a conduit, ici et là, à des déclarations ou gesticulations sur la nécessité de « moraliser » le capitalisme.

Mais il y a un abîme entre les discours et les actes.

Les banques ont profité de la crise et des aides publiques pour gonfler leurs bénéfices au détriment de la production de crédits, qui étaient le but des aides publiques. Plus, les investisseurs reprennent les actifs de même genre (produits financiers, matières premières, devises liées aux matières premières), favorisant une nouvelle spirale spéculative.

En fait, dans cette situation de crise, les classes capitalistes recherchent les voies d'une nouvelle offensive contre les droits sociaux et démocratiques pour accroître le taux d'exploitation du travail et protéger les secteurs de bénéfices rentiers. Les orientations des gouvernements des pays capitalistes avancés confirment des choix pour faire payer la crise aux travailleurs et aux peuples :

□ L'explosion de la dette sera payée par une augmentation des impôts et une réduction des déficits publics. Dans les deux cas les victimes seront les classes populaires.

□ Les restructurations des grandes entreprises se traduisent par des millions de chômeurs, une augmentation de la précarité, le renforcement de tous les systèmes de flexibilité.

Les femmes sont particulièrement exposées aux conséquences de la crise. Selon l'OIT, 22 millions de femmes, dans le monde perdraient leur emploi en 2009. Elles sont les premières touchées par les licenciements massifs dans les secteurs des services, de la santé ou de l'habillement. Déscolarisation, perte d'emploi, appauvrissement, les femmes sont les premières victimes de la récession mondiale. La crise est utilisée pour réduire les coûts, augmenter les gains de productivité, redéfinir les processus de travail, refaçonner les marchés. Sur 206 sociétés européennes cotées, 126 ont annoncé 146 plans sociaux entre janvier 2007 et mars 2009. Les prévisions pour les pays de l'OCDE tournent autour de 25 millions de chômeurs pour 2009 et 2010.

□ La pression sur les salaires reste des plus fortes. Les « plans de relance » se sont surtout traduits par des aides aux banques et à l'investissement, c'est-à-dire aux entreprises, mais pas par des augmentations de salaire. De plus, dans certains secteurs ou pays, il y a une politique concertée pour les baisser, comme dans la fonction publique des Pays baltes, en Roumanie, en Islande.

□ Les privatisations sont confirmées, sauf dans certains cas — des exceptions — comme le système de sécurité sociale argentin ou la potse japonaise.

Plus d'une année après le début de la crise, ces orientations tranchent un débat sur les hypothèses de relance de l'économie par des politiques keynésiennes, c'est-à-dire des politiques de relance de la demande par des augmentations de salaire, le développement des services publics et de la protection sociale. Le contrôle des banques anglaises est loin des processus de nationalisation d'après 1945. Il y a eu intervention étatique — un « étatisme néolibéral » — pour sauvegarder les intérêts capitalistes face à la crise, mais pas de politique globale néokeynésienne qui, dans les conditions actuelles et les rapports de forces entre les classes, n'est pas l'option des classes dominantes.

L'objectif de redresser les taux de profit après la crise, dans les rapports de forces sociaux et politiques de 2009, pousse les capitaines d'industrie et les sommets financiers à augmenter la pression sur les travailleurs, à subordonner toute la production et toute l'organisation de l'économie à la recherche de toujours plus de profits. Rechercher toujours plus de rentabilité pour le capital ne peut conduire qu'à la compression des salaires, à l'explosion de la précarité, au démantèlement des services publics, à la marchandisation et à la financiarisation de l'économie. Cette logique est contradictoire avec la satisfaction des besoins sociaux. C'est cette contradiction qui fonde notre anticapitalisme. Le refus de cette logique exige non seulement le combat pour une redistribution des richesses au service des

classes populaires mais aussi la remise en cause de la propriété capitaliste pour substituer une logique des besoins sociaux à celle du profit.

### **1.5. La réponse capitaliste à la crise écologique**

C'est aussi dans ce cadre qu'il faut aborder la crise écologique. C'est, en particulier, la conjugaison de la crise économique et de la crise écologique qui donne à la crise actuelle une dimension de « crise de civilisation ». Les problèmes liés au changement climatique donnent, aussi, une acuité particulière à la crise écologique. Tous les constats des scientifiques convergent sur l'urgence écologique de réduire les gaz à effets de serre de 50 % à 80 % d'ici 2050 pour ne pas dépasser le seuil de « dangerosité » fixé à une hausse des températures de 1,5 degré pour le siècle. Les « 3x20 % » de l'Union européenne jusqu'en 2020 : -20 % de Co<sub>2</sub>, 20 % d'efficacité énergétique, et +20 % d'énergies renouvelables sont en deçà des nécessités fixées par le Groupe des experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC).

□ Au-delà, les projets de « capitalisme vert » ont une double dimension : d'abord, faire payer la facture écologique — ou les déficits publics sous couvert de « taxes écologiques » — aux classes populaires par un système de taxes qui contourne les responsabilités des grandes entreprises, et d'autre part, constituer de nouveaux marchés, en particulier les marchés des

droits à polluer. Plus substantiellement, la solution à la crise écologique ne peut s'inscrire dans un cadre capitaliste. La recherche du tout profit ne peut conduire qu'à la mise en concurrence des capitaux les uns contre les autres. Du coup toute action coordonnée de moyen et long terme se heurte à la logique du marché. L'efficacité énergétique ne demande pas seulement une baisse de la consommation d'énergie, la reconversion d'une série d'industries, la substitution de combustibles d'énergies fossiles par des énergies renouvelables mais une réorganisation d'ensemble des appareils productifs, réorganisation qui ne peut se faire que par la coordination et la planification, donc dans un système de propriété publique et sociale et pas dans le cadre de la propriété privée des principaux secteurs de l'économie.

□ La conjonction de la crise économique et de la crise écologique va aggraver la crise alimentaire qui frappe la planète et en particulier l'Afrique. Aujourd'hui 3 milliards de personnes ne mangent pas à leur faim, 2 milliards souffrent de malnutrition et 1 milliard de la faim. La destruction des cultures vivrières par l'agro-exportation, la spéculation sur les prix des matières premières, l'achat de centaines de milliers d'hectares d'Afrique et d'Amérique latine par des États comme la Chine, l'Arabie saoudite, la Corée du sud, rendent de plus en plus difficile l'accès à la production alimentaire et aggravent les conditions de vie de millions de paysans et d'êtres humains dont 75 % sont des paysans ou des travailleurs agricoles qu'on empêche de travailler. Loin de résorber ces problèmes vitaux,

de surmonter les déséquilibres actuels et de réduire les inégalités, la crise alimentaire les approfondit.

□ Analyser cette crise comme durable ne signifie pas tomber dans le catastrophisme. Il faut toujours se rappeler qu'il n'y a pas de situation sans issue pour le capitalisme tant qu'il n'y a pas de forces sociales et politiques suffisamment puissantes pour changer de système. Le capitalisme peut continuer à fonctionner mais avec un coût économique, social, écologique, humain de plus en plus insupportable. Comprendre cette crise comme une « crise de civilisation » c'est prendre en compte la situation d'un système historique à bout de souffle.

## **2. Une nouvelle organisation du monde ?**

Cette crise s'inscrit dans un moment de basculement du monde. Elle a confirmé et précisé les nouveaux rapports de forces entre classes et États à l'échelle mondiale. A l'échelle internationale, les initiatives se multiplient pour réorganiser le « monde de la crise ».

### **2.1. Le déclin de l'hégémonie US : réalité et**

## limites ?

L'initiative majeure, c'est le redéploiement de la puissance américaine après la victoire d'Obama. C'est même une des raisons et des fonctions de l'élection d'Obama : reprendre la main dans la politique mondiale, même si cela ne va pas sans contradictions, liées principalement à la crise économique (le dossier santé, les restructurations industrielles). Du coup, elle remet les choses en place sur le « déclin inéluctable » de l'hégémonie nord-américaine. La crise a affaibli la position nord-américaine. En fait, cette position avait déjà fléchi avant la crise, résultant de la réduction de la base industrielle et de l'endettement des USA. Mais les États-Unis d'Amérique continuent à garder une position dominante dans les rapports mondiaux :

**a)** Sur un plan politico-militaire, ils gardent une totale hégémonie, malgré l'enlèvement des troupes occidentales en Afghanistan et en Irak. Plus que jamais, l'OTAN sous direction états-unienne constitue le bras armé des puissances occidentales pour dominer le monde. En Amérique latine après avoir subi un échec dans sa politique de constitution de la Zone du libre échange des Amériques (ZLÉA, ALCA en espagnol), l'administration nord-américaine a repris l'initiative, avec le sommet de Trinidad (une politique d'ouverture pour relancer les marchés états-uniens sur le continent) mais aussi avec le coup d'État du Honduras et le redéploiement des bases militaires en Colombie, qui témoignent de leur volonté d'hégémonie politico-militaire sur le continent américain.

**b)** Sur le plan économique, la dimension du marché américain lui permet de continuer à

occuper une part importante du PIB mondial (autour de 25 %) même si celle-ci diminue régulièrement depuis plusieurs années.

**c)** Sur le plan financier et monétaire, le dollar reste encore la monnaie internationale dominante. Il s'affaiblit et est de plus en plus concurrencé par d'autres monnaies à vocation internationale et par l'or comme « valeur refuge », mais il reste la référence monétaire internationale. L'administration des États-Unis est devant une contradiction : soit elle maintient le dollar à un niveau élevé, ce qu'exigent en particulier les détenteurs chinois d'obligations et de bons du Trésor en dollars et ce sont les exportations états-uniennes qui sont pénalisées, soit elle organise une dévaluation compétitive du dollar pour rendre l'industrie américaine plus concurrentielle et c'est le dollar et nombre d'actifs en dollar qui baissent. Mais il faut noter que malgré l'affaiblissement de la

position économique des États-Unis dans le monde, le dollar tient.

## **2.2. Le rôle de la Chine et des principaux pays émergents**

Les États-Unis gardent une position dominante mais ce qui doit être aussi souligné, c'est la montée en puissance des économies du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine (les « BRIC »), et en particulier de cette dernière. La part de la Chine dans le PIB mondial continue à augmenter. Ses taux de croissance vont de 6 % lorsque le reste du monde est en récession, à plus de 10 % lorsque l'économie mondiale connaît des phases d'expansion. La Chine n'a pas remplacé les États-Unis. Les thèses du « découplage » entre une Chine en expansion continue et des centres impérialistes en crise, n'ont pas tenu. La Chine a subi les conséquences de la crise mais elle ne s'est pas effondrée. Le rôle que tiendra maintenant

l'économie chinoise dans le monde dépendra de sa capacité à constituer un marché interne, à construire un système de sécurité sociale, à stimuler une demande avec une hausse des salaires. Si ces conditions ne sont pas remplies, la dynamique chinoise sera ralentie. Les mécanismes bureaucratiques, la corruption galopante, la surexploitation des travailleurs migrants, pèsent négativement sur la demande interne. Sur le plan mondial, les États-Unis et la Chine (comme d'autres partenaires états-uniens) sont liés dans un rapport de coopération et de concurrence, mais à cette étape c'est la coopération qui prévaut.

C'est aussi dans ce cadre multipolaire qu'il faut aborder les rapports avec le Brésil devenu nouvelle puissance impérialiste. Déjà dans les années 1960, on évoquait la notion de « sous-impérialisme » pour le Brésil, impérialisme mais puissance secondaire et subordonnée

vis-à-vis de l'impérialisme nord-américain. Seconde par rapport à la force de l'impérialisme nord-américain certainement mais pas subordonnée. La puissance économique, financière, sociale, territoriale, énergétique et militaire du Brésil en fait un partenaire associé mais aussi un concurrent et rival de l'impérialisme états-unien, surtout en Amérique latine. Dans cette concurrence/association, les USA compenseront leurs points faibles dans la compétition mondiale par l'utilisation de leur hégémonie politico militaire.

### **2.3. Afghanistan, Irak, Palestine : les centres de tensions militaires dans le monde**

Les enjeux dans ces pays-là restent des questions stratégiques de premier ordre pour l'administration nord-américaine. C'est encore là que se joue le leadership militaire états-unien dans le monde. Une défaite dans ces secteurs

et c'est l'ensemble des rapports de forces mondiaux qui basculent. C'est ce qui explique qu'au-delà des contradictions inter-impérialistes lors de la guerre d'Irak, toutes les puissances occidentales se sont alignées finalement sur l'impérialisme nord-américain. Dernière initiative dans ce sens : la réintégration de la France dans le commandement de l'OTAN. Complément du G20, le sommet de Strasbourg, en avril 2009, a illustré cette évolution. En même temps, les États-Unis cherchent à neutraliser la Russie et la Chine, en abandonnant les projets de déploiement de missiles en Europe de l'est.

La politique dans cette région est assez illustrative de la nouvelle politique américaine depuis l'élection d'Obama. D'un côté, des initiatives, des discours, des positions « d'ouverture ». Ici et là, on fait des références à l'apport de la civilisation arabe dans le monde,

on déclare « vouloir le dialogue » avec l'Iran, on fait pression sur le gouvernement israélien pour ralentir les implantations de colonies sionistes en territoire palestinien. Mais dans les faits, les menaces sur l'Iran se multiplient, le retrait d'Irak des troupes américaines s'éternise, l'effort de guerre impérialiste redouble en Afghanistan, et on laisse faire le gouvernement Netanyahu en Israël.

Les raisons de l'intervention impérialiste sont multiples : le contrôle des ressources naturelles (le pétrole en premier lieu), la présence géostratégique dans une région aux confins de le Russie, de l'Inde et de la Chine... Mais l'enjeu des conflits dans cette région c'est de préserver la capacité de l'impérialisme américain à réaffirmer son hégémonie militaire. Aussi, les exigences du retrait des troupes en Irak et en Afghanistan sont élémentaires pour respecter les droits des peuples et pour affaiblir

stratégiquement les puissances impérialistes. C'est aussi dans ce sens que nous défendons plus que jamais, en particulier après les événements de Gaza, les droits du peuple palestinien — l'arrêt immédiat de la politique des colonies, le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967, le droit au retour des Palestiniens et une perspective qui combine le « démantèlement de l'État sioniste et une solution politique dans laquelle tous les peuples de Palestine (palestinien et juif israélien) puissent vivre ensemble dans l'égalité totale des droits » (motion du Comité international de février 2009). De ce point de vue, nous nous inscrivons dans la campagne de solidarité internationale BDS (« Boycott, Désinvestissement, Sanction ») et en solidarité avec le peuple palestinien. Enfin, le rejet des menaces impérialistes contre l'Iran ne doit pas mener au soutien du régime d'Ahmadinejad, mais au contraire, à la solidarité active avec les mobilisations de millions d'Iraniens pour la démocratie et contre la dictature du régime. Là

aussi, comme dans chaque conflit, notre boussole reste la défense des intérêts et des luttes des opprimés et la défense de leurs droits sociaux et démocratiques.

## **2.4. Une nouvelle phase de confrontations en Amérique latine**

Ce continent reste celui des résistances sociales les plus avancées contre les politiques néolibérales et les attaques de l'impérialisme. De manière récurrente, le continent est travaillé par les explosions et les luttes sociales, comme vient de l'illustrer la crise au Honduras où, malgré la répression de l'armée, le pays a vu se développer pour la première fois en cinquante ans un vaste mouvement populaire d'opposition aux putschistes. Les luttes sont multiples. Que cela soit par des grèves ouvrières au Venezuela, en Argentine, en Bolivie, au travers des mouvements de masses anti-impérialistes en Équateur, au Venezuela, ou encore de

mouvements indigènes dans les pays andins ou d'Amérique centrale, les résistances sociales et politiques sont là. Il faut en particulier souligner la dynamique nouvelle de la question indigène. Ce sont des centaines, des milliers d'Indiens qui entrent en mouvement pour défendre leurs terres, leurs ressources naturelles, leur mode de vie face aux attaques des multinationales et des États prédateurs. En même temps, en mettant l'accent sur un certain équilibre entre les hommes et la nature, ils peuvent constituer une référence de lutte autour de la défense du « bien commun », du « vivre mieux ». Mais face à ces événements les classes dominantes ne restent pas inertes : elles agissent soit par la confrontation contre les mouvements sociaux, dans le cas du Mexique, du Honduras, de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, du Venezuela, soit par la cooptation, dans le cas, d'abord, du Brésil avec le PT, puis de l'Argentine (même si c'est de manière plus conflictuelle) avec le péronisme, de l'Uruguay avec le Frente Amplio, de la

## gauche chilienne de Bachelet, de la gauche du Salvador...

Cela débouche sur trois types de gouvernement et de situation :

□ Les gouvernements de droite et de l'ultra droite au Mexique, au Honduras, en Colombie, au Pérou relayant des oppositions brutales de secteurs de la bourgeoisie en Bolivie, au Venezuela, en Équateur où ces derniers n'ont pas abandonné la perspective du renversement de Chavez et d'Evo Morales. Ces secteurs sont aujourd'hui à l'offensive appuyée par les sommets politico militaires de l'impérialisme nord-américain. Le coup d'État au Honduras et surtout l'implantation de nouvelles bases nord-américaines en Colombie en sont la preuve.

□ Le deuxième type de gouvernement, avec toutes ses nuances, se manifeste avec le Brésil, l'Argentine, le Nicaragua, l'Uruguay, le Paraguay, le Chili. Ce sont des gouvernements sociaux libéraux respectant les critères généraux des politiques néolibérales et s'inscrivant dans un rapport de coopération avec le grand voisin nord-américain, même si c'est de manière conflictuelle comme le fait le Brésil de Lula. Dans ce bloc, c'est le Brésil, fort de sa taille, de ses ressources naturelles et de la puissance de son économie, qui domine. Il faut d'ailleurs souligner, alors qu'en général les expériences sociales libérales dans le monde se terminent mal pour les partis sociaux libéraux qui voient leur base sociale et politique se réduire, que ce n'est pas tout à fait le cas, pour le Brésil où Lula, avec sa politique de « Bolsa familia » a pu déployer un « assistanat » qui lui a donné une réelle popularité.

□ Le troisième type de gouvernement, appuyé par Cuba, est celui du Venezuela, de Bolivie, d'Équateur. Il faut d'ailleurs différencier la dynamique des forces et des événements dans chacun des pays. Ces gouvernements ont déployé des politiques de rupture partielle avec l'impérialisme nord-américain, une redistribution des revenus en faveur des programmes sociaux et des couches sociales les plus pauvres, un appui aux mouvements sociaux. Nous sommes à leur côté contre l'impérialisme nord-américain. Nous nous appuyons sur tous les débats surgis de ces expériences autour de la notion du socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle pour défendre nos propositions. Mais il faut préciser sur ce point les spécificités de chaque expérience. Si Chavez et Morales s'appuient sur les mouvements de masse, avec une pression plus forte des mouvements sociaux en Bolivie et des rapports plus « bonapartistes » au Venezuela, les événements

récents ont montré une opposition entre le mouvement indigène de la CONAIE en Équateur et le gouvernement Correa. Les rapports entre ces gouvernements et le mouvement de masse constituent un test majeur pour le futur de ces expériences. Mais en toile de fond reste une question capitale, le degré de rupture avec le capitalisme, sa logique de profitabilité, ses rapports à la finance, son système de propriété, d'autant que la crise a percuté tous les fondements de l'économie de ces pays. De ce point de vue, ces gouvernements n'ont pas, à ce jour, saisi l'occasion de la crise pour avancer substantiellement dans une rupture avec le capitalisme et son « modèle productiviste extractif ».

## **2.5. L'Europe en crise profonde**

L'Europe face à au rebond nord-américain et à la montée des BRIC connaît une détérioration

de ses positions dans le monde. La crise a frappé de plein fouet les économies du vieux continent. Des facteurs propres l'ont même aggravée.

Le type de construction politique de l'Union européenne conjugué aux dynamiques divergentes de ses principales économies — la finance anglaise, les déficits commerciaux français et les exportations industrielles allemandes — l'ont conduit à répondre de manière partielle, éclatée, sans véritables politiques de coordination. Les traités européens qui ont mis au centre depuis des années la « concurrence libre et non faussée » ont favorisé les processus de financiarisation au détriment des politiques industrielles. Du coup, l'Europe a subi des processus de désindustrialisation, en particulier en France. Le chômage explose. En même temps les déficits et la dette des pays européens augmentent

dangereusement.

A l'est, les économies de certains pays dépendant fortement du système bancaire international ne s'en sortent que par des aides internationales à coup de perfusions du FMI. Les politiques mises en œuvre — en Hongrie, dans les Pays baltes et en Roumanie, qui vont jusqu'à l'organisation de la baisse des salaires des fonctionnaires — montrent bien la profondeur de la crise dans ces pays mais aussi dans leur environnement.

C'est pourquoi les contradictions internes à l'Europe vont s'aiguïser. Il peut y avoir, ici et là, des tentations protectionnistes, mais ce n'est pas le choix fondamental des classes capitalistes européennes. Elles ont choisi la mondialisation, mais dans ce processus, elles

n'ont pas d'insertion commune comme « capitalisme européen ». Au contraire ce sont des intérêts croisés entre telle économie nationale et telle multinationale qui en déterminent les orientations fondamentales. La concurrence mondiale peut ainsi se doubler d'une concurrence intereuropéenne.

Enfin, dans cette situation de crise durable, l'offensive économique se double d'une offensive politique des droites. Les derniers résultats des élections européennes confirment cette tendance, à l'exception de la Grèce et de la Suède. Les forces fascistes ou semi fascistes tendent aussi à augmenter leur pression sur les situations politiques nationales.

C'est dans ce même mouvement que s'affirment aussi des solutions autoritaires

appuyées en particulier sur les politiques contre les immigrés et les sans-papiers. La mondialisation et la multiplication des échanges, l'appauvrissement du Sud par les puissances du Nord, les catastrophes écologiques ou alimentaires provoquent des transferts massifs de population, en particulier des pays pauvres vers les pays riches. La crise aggrave même tous les phénomènes d'exploitation et d'oppression des immigrés. Les mouvements racistes en font même ses boucs émissaires. Cela doit conduire le mouvement ouvrier à contre attaquer en mettant en avant une politique de défense des droits des immigrés.

Plus généralement, se mettent en place de véritables politiques de criminalisation des luttes et mouvements sociaux ou des systèmes répressifs, au nom de la lutte « anti-terroriste », avec des fichiers, des systèmes d'écoute, des

listes, cela sans le moindre respect des droits démocratiques.

Toutes ces tensions, au-delà même des cycles de lutte sociale, peuvent conduire à l'éclatement de crises politiques ou institutionnelles.

Le projet de « Constitution européenne », repris par le Traité de Lisbonne, vise dans ce cadre à permettre à l'appareil de l'Union européenne de jouer partiellement un rôle absolutiste renforcé (présidence plus forte, représentation internationale unique...), imposant centralement et sans contrôle démocratique (même formel), une politique européenne à l'échelle internationale. Les États membres gardent dans ce cadre leurs institutions de démocratie formelle, de plus en plus vides de

sens face aux décisions européennes qui « encadrent » la politique nationale, en fonction des compromis entre les principales puissances impérialistes européennes. C'est une Union européenne inégale (les « grands pays » et les « petits », soumis) où la population est privée de toute intervention parlementaire, même formelle, qui est en voie de construction, comme en témoigne encore le résultat du second référendum irlandais. Enfin, face aux plans de l'Union européenne, la gauche anticapitaliste doit défendre une orientation internationaliste de défense des droits sociaux et démocratiques pour une Europe au service des travailleurs et des peuples.

### **3. L'évolution de la gauche et du mouvement ouvrier en Europe**

La crise de 1929 sert souvent de

référence pour évaluer l'ampleur de la crise actuelle. Les années trente, sur le plan social et politique peuvent aussi constituer un point de comparaison avec la période présente. Les chocs sociaux et politiques sont moins brutaux. Les amortisseurs sociaux atténuent les confrontations. D'aucuns ont caractérisé la situation actuelle par la formule « des années trente au ralenti ». Les différences entre ces périodes historiques sont nettes. Mais une course de vitesse est néanmoins engagée entre les salariés, les mouvements sociaux, le mouvement ouvrier et des droites populistes, autoritaires, xénophobes. Il y a une

polarisation à gauche et à droite. Il n'y a pas de rapports mécaniques entre crise économique et lutte de classes.

Cette crise s'inscrit dans des rapports de forces sociaux et politiques dégradés depuis plus d'une décennie. Le salariat a connu des processus de restructuration qui ont individualisé la force de travail et ont affaibli structurellement l'organisation collective des travailleurs. Le mouvement ouvrier traditionnel a connu un déclin incontestable. La crise va accentuer tous ces processus de restructuration, en engageant

même de nouveaux. Néanmoins, des points d'appui, dans les organisations et institutions, ont été préservés pour résister à la crise. Dans cette première phase de la crise, l'inquiétude est grande, la crainte de perdre son emploi pèse sur la combativité de la masse des travailleurs, mais ceux-ci ne sont pas tétanisés, démoralisés, abattus. De nouvelles générations émergent au travers des premiers mouvements de grève. Des résistances à la crise se sont manifestées même si elles sont partielles et inégales selon les situations spécifiques et les rapports de forces de chaque pays. Mais les effets sociaux et politiques des

premières phases de la crise ne pouvaient retourner les tendances lourdes de la situation. Des défaites ont été enregistrées dans certaines des entreprises qui ont vu des centaines ou des milliers de licenciements. En général, malgré de réelles résistances sociales dans bien des cas, les plans de réorganisation capitaliste ont été appliqués. Et de nouvelles attaques très dures s'annoncent.

Cette situation est d'autant difficile que les directions du mouvement ouvrier traditionnel ont une

responsabilité majeure dans la démobilité ou la désorientation de secteurs entiers du salariat. Du coup les travailleurs ont du mal à voir comment faire reculer leur patronat et leur gouvernement. Le choix des appareils traditionnels du mouvement syndical et de la social-démocratie a été d'accompagner les politiques des classes dominantes et des États face à la crise. Il y a eu une discussion sur le volume et les dimensions des plans de relance, sur telle ou telle mesure de réorganisation du système bancaire, mais globalement, la social-démocratie européenne s'est inscrite dans les plans de l'Union européenne. Le manifeste du PSE en

est un bon exemple. Il n'y a même pas eu, par exemple, de bataille pour une alternative réformiste keynésienne. La crise accélère l'institutionnalisation des bureaucraties ouvrières — couches sociales privilégiées au sein du mouvement ouvrier — au sein du système capitaliste.

Du coup, elle aggrave, aussi, la crise de la social-démocratie. L'évolution sociale libérale des partis socialistes avait déjà sapé une part substantielle de leur base sociale et politique populaire. Mais le recul s'aggrave.

Aux dernières élections européennes la social-démocratie a connu une nette défaite. Les dernières élections législatives en Allemagne et au Portugal ont confirmé cette tendance. Le SPD a perdu près de 4,5 millions d'électeurs entre 2005 et 2009. Le PS portugais a perdu 9,5 % des suffrages par rapport aux dernières élections législatives. On ne peut écarter telle ou telle « inflexion à gauche », pour contenir ces pertes, mais la tendance principale est plutôt d'approfondir l'adaptation des grands appareils du mouvement syndical et de la social-démocratie aux impératifs de la gestion capitaliste de la crise. Ainsi, après la politique de grande coalition

en Allemagne du SPD avec la CDU-CSU, en France le Parti socialiste prépare et se prépare à construire une coalition avec le centre droit. Ce mouvement s'inscrit dans un processus plus global, où de plus en plus de voix se lèvent au sein même de la social-démocratie pour dépasser les « vieux PS » et rompre avec ce qui reste d'histoire du mouvement ouvrier dans ces partis. C'est la dynamique qu'a connue la gauche italienne avec l'évolution de secteurs entiers de l'ex-PCI vers la tentative de construire un parti de type démocrate à l'américaine.

Dans ce processus, les partis verts et écologistes jouent un rôle actif. Bénéficiant des inquiétudes légitimes de la population face à la crise écologique, ils voient, en particulier en France et en Allemagne, croître leur rôle politique. Leur orientation s'inscrit en général dans la perspective d'une grande coalition de la gauche traditionnelle, du centre et des écologistes.

Cette situation ouvre un espace à gauche de la social-démocratie en crise. C'est le sens de la percée du Bloco de Esquerda au Portugal et de

Die Linke en Allemagne lors des dernières élections, et du poids de formations comme l'Alliance Rouge et Verte au Danemark, la gauche irlandaise au travers du mouvement pour le « non » au traité de Lisbonne, ou le NPA en France.

Le phénomène est global mais la situation de la gauche radicale est spécifique dans chaque pays, notamment en fonction de l'histoire, des rapports de forces et du type de système électoral. Des différences politiques substantielles existent aussi entre les partis qui ont opté pour une

rupture avec le système capitaliste, qui défendent une indépendance nette face à la social-démocratie et ceux qui inscrivent leur projet dans la gestion du capitalisme libéral et de ses institutions. Une démarcation nette sur le refus de participer à des gouvernements régionaux ou nationaux sociaux libéraux relève aussi de la nécessité vitale d'une perspective indépendante des vieux appareils de la gauche traditionnelle pour réorganiser et reconstruire le mouvement social. Dans tous les pays où la gauche radicale a participé à un gouvernement avec la social-démocratie ou le centre-gauche, elle a été satellisée

par la gauche sociale libérale. La force d'attraction des institutions bourgeoises a été plus forte que toutes les proclamations antilibérales. C'est le sens de la discussion avec la direction de Die Linke en Allemagne. Le développement de Die Linke est un pas en avant pour la gauche allemande, mais l'orientation portée par sa direction — tant sur le plan programmatique (retour à « l'État social », à « l'État providence ») que sur le plan des alliances parlementaires et gouvernementales avec le SPD — constitue un danger majeur dans la réorganisation du mouvement ouvrier allemand. La construction d'une gauche alternative

anticapitaliste au sein de Die Linke mais aussi dans l'ensemble de la gauche sociale et politique allemande reste une des questions clé en Europe.

Enfin, la réalité de cette gauche radicale en Europe, exige plus que jamais de s'engager dans la voie du rassemblement de la gauche anticapitaliste, notamment par l'organisation de conférences, de débats et de campagnes communes.

## **4. Un programme anticapitaliste**

La profondeur de la crise donne une nouvelle actualité aux réponses anticapitalistes. « Ce n'est pas aux peuples et aux travailleurs de payer la crise, mais aux capitalistes ! » C'est le cri qui a jailli de toutes les manifestations contre les effets de la crise capitaliste. Quel contenu donner à cette volonté populaire?

D'abord un plan d'urgence social et écologique pour le refus des licenciements et des suppressions d'emploi, l'interdiction des licenciements par le maintien du contrat de travail et du revenu assuré par l'entreprise, les branches professionnelles patronales ou l'État en cas de chômage partiel ou total, la réduction de la durée du travail sans réduction de salaire, l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, des

retraites et pensions, une  
défense et une relance des  
services publics, une défense  
des droits des femmes — refus  
de toutes les discriminations,  
lutte contre toutes les violences  
faites aux femmes, pour le droit  
à l'avortement, pour l'égalité  
professionnelle —, une  
politique de grands travaux  
publics centrés sur la priorité  
écologique (économie  
d'énergies, énergies  
renouvelables, lutte contre la  
pollution, transports en

commun, logements sociaux, création d'emplois dans des activités écologiques socialement utiles).

La satisfaction de ces revendications passe par une autre répartition des richesses. Si des centaines de milliards ont pu être débloqués en une nuit, alors les profits financiers, industriels, bancaires, les grandes fortunes peuvent bien

être taxés pour financer l'emploi, les salaires, les services publics et la sécurité sociale. Les paradis fiscaux que les États-Unis et l'Europe ont laissé prospérer dans quelques États ou principautés doivent être liquidés. Des mesures simples arrêtant le dumping fiscal et homogénéisant des taux d'imposition élevés sur les bénéfices des entreprises doivent être mises en œuvre.

Mais la crise pose une autre question : qui contrôle, qui décide, qui possède ? C'est la question de l'appropriation publique et sociale. Il faudra établir une loi générale : affranchir les services publics des règles de la concurrence, instaurer le monopole public sur les services publics stratégiques. À la propriété privée des secteurs clé de l'économie, nous opposons la

propriété publique et sociale de ces grands secteurs. Des solutions radicales doivent réorganiser le système bancaire. Le secteur bancaire et financier doit être unifié et nationalisé sous contrôle populaire.

Enfin la combinaison de la crise économique et écologique débouche sur un impératif : changer de logique, substituer

au tout-profit et au productivisme les besoins sociaux. Cette exigence nécessite de reconvertir des secteurs entiers de l'économie pour respecter les équilibres socio-écologiques, comme les secteurs de l'automobile, de l'armement ou du nucléaire. Le « bien commun » constituera l'objectif d'une croissance équilibrée, éco-socialiste, exigeant de redonner un caractère central à la planification démocratique.

Certains de ces objectifs paraissent inatteignables dans les rapports de forces sociaux actuels. Mais la crise met à l'ordre du jour des solutions radicales qui exigent une confrontation avec les classes dominantes. Ce combat exige des mobilisations sociales et politiques exceptionnelles. Les débats sur les rapports entre luttes partielles, mouvements d'ensemble et grève générale

reviennent à l'ordre du jour. Dans ce cadre, les révolutionnaires doivent combiner intégration dans le mouvement de masse réel, unité d'action, proposition de lutte et réponses socialistes globales. La lutte pour des réformes partielles et des projets de transformation de la société pose la question du pouvoir. Les dirigeants sociaux-démocrates critiquent souvent la gauche radicale parce qu'elle refuserait de

prendre ses responsabilités et de vouloir gouverner. Pour démentir cette accusation, les anticapitalistes doivent prouver qu'ils œuvrent à créer les conditions pour qu'un large mouvement de masse auto-organisé fasse irruption sur la scène politique et impose un gouvernement populaire qui applique un programme social, démocratique et anticapitaliste. Cette perspective de gouvernement de rupture anticapitaliste exige de ne pas

succomber à la participation à des gouvernements sociaux libéraux avec les partis socialistes ou le centre gauche.

Enfin, toutes ces batailles doivent s'articuler autour d'une perspective socialiste, éco-socialiste qui présente les grandes lignes d'un projet de société alternatif, d'un nouveau mode de production et de consommation, d'une nouvelle

# conception de la démocratie, d'une démocratie socialiste.